

vent réussir beaucoup mieux que n'importe quel ordre de gouvernement.

Notre gouvernement est en faveur de cela. Il favorise un partenariat à cet égard avec l'entreprise privée et le secteur industriel et il continuera certes de le favoriser à l'avenir.

M. Jesse Flis (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, j'ai vu déposer beaucoup de budgets à la Chambre des communes. Habituellement, le lendemain du dépôt d'un budget, les téléphones de nos bureaux de circonscription ne cessent pas de sonner: les électeurs appellent pour se plaindre ou nous féliciter.

Cette année, j'ai vérifié à mon bureau de circonscription le nombre d'appels reçus le lendemain du budget. Mon adjoint, à mon bureau de Parkdale—High Park, à Toronto, m'a dit que nous avions reçu un seul appel. Quelqu'un a en effet appelé pour dire que le ministre n'en faisait pas assez pour réduire le déficit.

• (1245)

Puisque je sais que le député est très près de ses électeurs et qu'il les écoute, je voudrais lui demander quel genre de réactions, positives ou négatives, le budget a suscitées dans sa circonscription.

M. Culbert: Monsieur le Président, je remercie le député pour sa question. Pour être franc, je dois dire que c'est une excellente question. Je m'attendais, comme lui, à ce que les gens appellent pour me donner leurs impressions sur le budget. Je peux franchement dire que cela ne s'est pas produit.

La semaine dernière, nous avons pu retourner dans nos circonscriptions et, dès lundi, j'ai tenu une assemblée publique électronique portant précisément sur le budget. Le lendemain, on pouvait lire dans les journaux que notre première assemblée publique électronique—parce que nous avions fait les autres en salle—s'était très bien déroulée. Beaucoup de questions ont été posées. Toutes les personnes présentes dans le studio de télévision réagissaient très positivement aux mesures budgétaires et estimaient que les mesures prises par le gouvernement étaient justes envers tous les Canadiens de toutes les régions.

Cela contraste singulièrement avec une interview que j'ai accordée à la radio vendredi matin. L'interview était censée porter sur le budget, mais lorsque je suis arrivé au studio, j'ai appris que l'émission porterait sur le projet de loi C-68, sur les armes à feu, et que j'aurais en face de moi un avocat qui ne pensait pas comme moi.

Cela prouve le peu d'inquiétudes suscitées par le budget. Tout comme le député, j'ai constaté que les électeurs de ma circonscription acceptaient ce budget, qu'ils l'appuyaient et le trouvaient dur, mais juste.

[Français]

M. Nick Discepola (Vaudreuil, Lib.): Monsieur le Président, en premier lieu, je tiens à féliciter l'honorable ministre des Finances pour nous avoir présenté un Budget à la fois courageux et innovateur, et surtout qui attaque de front le déficit, tout en respectant les engagements décrits dans le livre rouge. Ce n'était pas une tâche facile et le ministre s'en est tiré magistralement.

Le budget

Ayant eu l'honneur de siéger au Comité permanent des finances, je suis très heureux de constater que le ministre a incorporé dans son Budget plus de 80 p. 100 des recommandations qu'il lui a soumises. Cela veut dire que le ministre a tenu compte des suggestions et des préoccupations que les Canadiens nous ont confiées tout au long des consultations publiques qui ont eu lieu à travers le pays.

Ce Budget pose des gestes nécessaires pour maîtriser le déficit. Ce sont les mesures budgétaires les plus rigoureuses adoptées par le gouvernement fédéral depuis 50 ans. Grâce à elles, nous réduirons le déficit à 3 p. 100 du Produit intérieur brut d'ici 1996-1997.

Ce Budget, également, nous permet d'atteindre nos objectifs, sans pour autant majorer l'impôt sur le revenu des particuliers, et cela pour la deuxième année consécutive. Le gouvernement refuse de réduire le déficit sur le dos des contribuables canadiens. Comme l'ensemble des Canadiens, nous croyons que l'équilibre budgétaire est le but que nous devons atteindre. Nous y parviendrons de façon responsable et réaliste sans menacer les gains que nous avons faits en matière d'emploi et de croissance économique depuis déjà 16 mois, et sans renier les valeurs et les priorités des Canadiens.

[Traduction]

Nous nous servons de prévisions qui sont plus prudentes que la moyenne du secteur privé. Le budget prévoit que les frais de la dette en 1995-1996 dépasseront de 7,5 milliards ce qui était prévu l'an dernier.

C'est pourquoi nous devons agir maintenant, sans quoi nous risquons de ne pas atteindre notre objectif en matière de réduction du déficit. Ce budget prévoit des mesures sévères pour prévenir un échec. Pour atteindre nos objectifs, nous réaliserons des économies cumulatives de quelque 29 milliards de dollars au cours des trois prochaines années. Jamais des mesures aussi importantes n'ont été prises dans un budget depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ces mesures nécessitent qu'on change la taille et la forme de la fonction publique. D'ici 1996-1997, les dépenses de programme passeront de 120 milliards de dollars à un peu moins de 108 milliards de dollars.

• (1250)

Grâce aux changements structureux que nous faisons, nous pourrions continuer de réduire le déficit de façon considérable en 1997-1998 et, ce qui est plus important encore, au cours des années subséquentes. Les résultats seront remarquables. En 1996-1997, nous serons en meilleure position que tous les autres pays du G-7.

[Français]

Nous avons adopté des mesures qui auront de vastes répercussions et qui sont axées sur des résultats.

Nous avons sensiblement comprimé les dépenses tout en respectant les valeurs chères aux Canadiens et aux Canadiennes: la relance de l'économie, la protection des plus vulnérables et la réduction du train de vie de l'État.

Pour assainir de façon durable et efficace les finances publiques, nous devons absolument repenser le rôle et la structure même de l'État et centrer les activités du gouvernement autour des priorités des Canadiens et Canadiennes.